

Capitalisme et libertés – Quand la liberté politique n'est plus la condition de la liberté économique

Participent à la table ronde :

Vincenzo BOCCIA, président de la Confindustria (équivalent italien du MEDEF) ;

Mathieu BOCK-COTE, sociologue, essayiste et chroniqueur canadien, auteur de *L'Empire du politiquement correct* ;

Monique CANTO-SPERBER, philosophe, ancienne directrice de l'École Normale Supérieure (ENS), directrice de recherche au CNRS, sociologue, auteur de *La Fin des libertés - Ou comment refonder le libéralisme* ;

David GOODHART, écrivain et journaliste britannique, auteur de *The Road to Somewhere. The Populist Revolt and the Future of Politics* ;

Géraldine SCHWARZ, journaliste franco-allemande, auteure de *Les Amnésiques* (prix du livre européen).

La table ronde est animée par Philippe MABILLE, directeur de la rédaction de La Tribune.

Le capitalisme, tel que nous l'avons connu, est-il en péril ?

A cette interrogation de Philippe MABILLE, Monique CANTO-SPERBER répond en se disant convaincue que le libéralisme se trouve à un moment charnière de son histoire. Il a réussi, jusqu'à présent, à concilier de façon extraordinaire les libertés économiques et les libertés politiques, dans des Etats qui se sont parfois donné pour but (du moins était-ce le cas en Europe de l'Ouest) l'atteinte d'une croissance devant donner à chacun les moyens de sa liberté, à commencer par l'éducation. Le libéralisme a ainsi été mis au service de la progression de la société dans son ensemble et de sa cohésion. Nous assistons aujourd'hui à une transformation de l'exercice du pouvoir libéral, dans lequel la technocratie a une place de plus en plus grande, aux dépens de la participation politique. Dans certains États européens (Hongrie, Pologne), un gouvernement populiste est au pouvoir, homogénéisant la société en prétendant incarner celle-ci à travers une seule voix. Ce mouvement va de pair avec la diminution des libertés de la presse et la disparition de tous les contre-pouvoirs. La prospérité économique des pays concernés suscite des interrogations : le libéralisme économique ne serait-il pas plus efficace sous un régime autoritaire ? Monique CANTO-SPERBER n'y croit guère, et il faut chercher ailleurs des sources de renouveau en revenant à une compréhension fondamentale de la notion de liberté. Cela suppose de se demander pourquoi une telle part de la population vote pour des partis ou des candidats populistes. L'expérience majeure qui explique ce vote est une expérience de relégation ou d'abandon et l'impossibilité de se reconnaître dans une société qui ne laisse aucune chance d'expression aux plus démunis.

Géraldine SCHWARZ indique avoir tiré de l'ouvrage qu'elle a écrit, *Les Amnésiques*, retraçant le travail de mémoire de sa famille franco-allemande, la conclusion selon laquelle l'Allemagne a construit sa démocratie sur le travail de mémoire, en parvenant, à travers ce travail de mémoire, à

responsabiliser le citoyen, c'est-à-dire lui faire prendre conscience du rôle qu'il a à jouer dans l'Histoire. Ce travail n'a pas été réalisé dans la plupart des pays européens, car ceux-ci n'ont pas eu à faire une introspection comparable à celle qui a suivi, outre-Rhin, la prise de conscience des crimes nazis.

Dans une démocratie, le pouvoir appartenant au peuple, le citoyen doit être en mesure de comprendre le politique. Cela nécessite un apprentissage. En Allemagne existent des fondations éducatives financées par des entreprises lesquelles agissent ainsi en faveur de la société. Leur contribution et plus largement, la structuration locale et régionale de l'éducation politique explique, aux yeux de Géraldine SCHWARZ, que la démocratie soit mieux ancrée en Allemagne de l'Ouest que dans d'autres pays comme l'Italie ou la France. C'est aussi ce qui explique qu'aucun parti extrémiste ne fut présent au Parlement allemand jusqu'en 2017. Cette situation a évolué récemment en raison du poids électoral de l'Allemagne de l'Est, où n'ont pas existé cette éducation politique ni le travail de mémoire effectué à l'ouest depuis l'après-guerre.

Les populistes rencontrent un grand succès car ils exploitent un sentiment d'impuissance, un désarroi et une crise identitaire. Géraldine SCHWARZ juge cette situation assez similaire à celle qu'a connue l'Allemagne dans les années 30. Cette comparaison est souvent critiquée au motif que l'Histoire ne se répéterait pas, observe-t-elle. Il n'en demeure pas moins que les mécanismes psychosociologiques pouvant porter des individus ou une société à se rendre complices de régimes ou d'une doctrine criminels, eux, se répètent. Ces mécanismes sont simples. Gustave Le Bon les décryptait dès 1895 dans *La psychologie des foules*, où il citait notamment le fait de brouiller les frontières entre le vrai, le vraisemblable et l'invraisemblable. Ce n'est pas que les citoyens croient ces mensonges, nous dit Hannah Arendt, mais ils ne croient plus en rien. Or une population qui ne croit plus en rien est aisément manipulable, conclut Géraldine SCHWARZ.

Soulignant la situation extraordinaire dans laquelle se trouve le Royaume-Uni, David GOODHART observe que le pays en est paradoxalement réduit, aujourd'hui, à faire appel à celui des hommes politiques du pays qui était le moins pris au sérieux pour tenter de résoudre ces problèmes. Il s'y est attelé avec entrain au cours des dernières semaines, et dispose d'un atout important dans la mesure où il est fortement sous-estimé, alors que son expérience d' élu local, en tant que maire de Londres, lui a donné une expérience de nombreux sujets concrets touchant à la vie des citoyens. Il est d'ailleurs intéressant de noter que Boris Johnson a lui-même admis, dans son discours de Manchester, deux ou trois jours après avoir été élu à la tête du parti conservateur, que le vote du Brexit était au moins autant un vote contre Londres que contre Bruxelles. David GOODHART constate aussi que les deux principaux « événements populistes » des dernières années, le Brexit au Royaume-Uni et l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, ne se sont pas produits en Europe continentale, où les mouvements populistes ont trouvé leur place dans le système de démocratie représentative, plutôt que d'apparaître comme une alternative à celui-ci. Des mouvements populistes ont même fait leur entrée dans le gouvernement de six ou sept Etats européens. D'une façon générale, cette intégration dans le système politique traditionnel et l'obligation de se frotter à la réalité a plutôt tendu à les modérer. David GOODHART estime d'ailleurs que Marion Maréchal aurait dû être invitée à la présente Rencontre, et qu'il faut dialoguer avec les représentants des mouvements populistes. Nous découvrirons que ce ne sont pas des monstres et qu'il peut leur arriver de tenir des propos de bon sens. Nos sociétés se stratifient de façon nouvelle, depuis quelques dizaines d'années, mouvement dans lequel l'éducation joue un rôle majeur. Les 25 % ou 30 % de la population (les « Anywhere ») les mieux éduqués forment un groupe social mobile, autonome, ayant des situations professionnelles enviables et adaptables aux changements sociaux rapides. La majorité de la population (les « Somewhere ») ne présente pas ces caractéristiques. Elle est formée de personnes qui passent souvent leur vie dans un rayon de vingt à trente kilomètres autour de l'endroit où elles sont nées. Elles ont de forts attachements locaux et se considèrent souvent comme les perdants des changements sociaux rapides qui se déroulent sous leurs yeux. Le vote pour les partis populistes, de même que le vote du Brexit et l'élection de Donald Trump, traduisent, aux yeux de David GOODHART, une tentative fort légitime de rééquilibrage des politiques publiques afin de mieux tenir compte de ces populations, longtemps laissées de côté par la classe dominante qui était au pouvoir. Le défi qui se pose à nous consiste à trouver un nouvel équilibre entre ces différentes parties de la société. Trouver ce nouvel équilibre est indispensable pour retisser des liens au lieu d'accroître la fragmentation de la société.

En effet, nos institutions démocratiques peinent de plus en plus à représenter une partie significative du corps électoral et à traduire politiquement des aspirations des électeurs, comme si elles étaient un symptôme inquiétant, note Mathieu BOCK-COTE. Force est néanmoins de

constater que la critique du populisme manie un appareil conceptuel qui s'avère souvent inefficace et même contre-productif. Aussi propose-t-il un moratoire sur toute référence à la Seconde Guerre mondiale et de résister à la tentation, aussi forte soit-elle, de catégoriser à l'extrême droite tout interlocuteur avec lequel nous serions en désaccord. Une autre tendance fâcheuse consiste à « psychiatriser » le désaccord, ce qui se traduit par l'inflation des termes formés avec le suffixe « phobie ». Or celle-ci relève de la névrose et de l'obsession maniaque. Enfin, nous devons accepter d'envisager que ceux qui votent pour des partis que nous trouvons désagréables ne sont pas nécessairement victimes de troubles symboliques. Il se peut qu'ils cherchent simplement une voie d'expression politique pour dire ce qu'ils pensent du monde. Quant à savoir jusqu'où peut aller « l'insurrection populiste », Mathieu BOCK-COTE observe que c'est un désir de protection qui s'exprime, fondamentalement, à travers cette insurrection, la volonté de trouver sa place dans un monde qui ne soit pas seulement mouvement, éclatement et dispersion, un monde où des repères communs soient disponibles et où dire « nous » ne soit pas scandaleux. Il faut enfin éviter de considérer les catégories sociales qui se tournent vers le populisme comme des catégories sociales résiduelles, c'est-à-dire appartenant à l'ancien monde, crispées et s'accrochant exagérément à de vieux symboles pour y trouver une forme de protection sociale et morale. Après s'être entendu dire durant trente ans que l'existence devait toujours être « pur mouvement » et « pur déploiement », le désir de stabilité et de se sentir chez soi paraît légitime et nous pourrions le réhabiliter. C'est en accueillant sans les dénigrer de telles aspirations que nous pourrions répondre au défi populiste, estime Mathieu BOCK-COTE, de même qu'il faut critiquer le gouvernement des juges, dans lequel il voit une trahison de la démocratie libérale en ceci qu'il opère une confiscation de la souveraineté.

Vincenzo BOCCIA affirme qu'au cours de sa première année de gouvernement, la coalition gouvernementale entre la Ligue du Nord et le Mouvement 5 Etoiles s'est focalisée quasi exclusivement sur la question sociale. Il faut aider la politique de nos gouvernements et de l'Europe à rétablir le lien déterminant entre la croissance et la démocratie, parce que c'est l'idée d'une société du futur qui est en jeu, une société clairement inclusive, ouverte. Il faut davantage de politique, et non de l'antipolitique. Cette politique doit être visionnaire, dans une perspective nationale et clairement européenne.

Le premier article de la Constitution italienne, élaborée après la Seconde Guerre mondiale, durant la période de reconstruction, met en exergue le fait que la République italienne est fondée sur le travail, selon le principe « d'abord les usines, puis les logements ». Les usines étaient alors le lieu de travail, et le travail était l'élément fondamental de la cohésion du pays. Pour sa part, Jean MONNET affirmait à cette époque : « Mes objectifs sont politiques, mes explications sont économiques ». Ce fil rouge se retrouve dans le premier article de la Constitution italienne.

Dans son rapport, Geoffroy ROUX de BEZIEUX a évoqué le rôle des corps intermédiaires de l'État en Europe. Au cours des dernières années, ces associations d'entreprises, d'entrepreneurs et d'industriels se sont transformées en syndicats d'entreprises, mais aussi en acteurs sociaux, qui créent un pont entre les intérêts des entreprises et l'intérêt général. Geoffroy ROUX de BEZIEUX constate que le lien entre croissance et intérêt général s'est perdu, ce qui soulève la question de la responsabilité commune des entreprises européennes, italiennes et françaises pour construire un modèle de société qui place les personnes et les entreprises au centre de l'économie. Cela implique d'évoluer du *leaderisme* individuel au leadership collectif, mais aussi de revendiquer l'autonomie des corps intermédiaires, quitte à déplaire aux partisans de la démocratie directe. Certes, la démocratie directe a une valeur, mais il faut s'habituer à la confrontation étroite et au dialogue, qui sont l'âme de la démocratie. Cela signifie qu'il faut placer l'emploi, les jeunes et les infrastructures au centre de la question politique.

En Italie, le débat sur la liaison ferroviaire transalpine Lyon-Turin témoigne d'une vision de la société, puisque les infrastructures relient des territoires, et donc des personnes. L'idée réformatrice européenne met l'accent sur l'inclusion des jeunes, la centralité du travail, la compétitivité des entreprises. Bruno LEMAIRE a d'ailleurs rappelé que l'Europe est le marché le plus riche du monde et le premier importateur et le premier exportateur de la planète. Elle doit comprendre que le défi entre l'Europe et le monde extérieur inclut cet élément que le Pape François a appelé « l'humanisme du capitalisme ». Les représentants des entreprises italiennes, françaises et européennes doivent faire valoir un modèle de capitalisme moderne, et un capitalisme non sauvage à l'égard des pays non démocratiques, qui utilisent eux-mêmes le capitalisme sauvage pour concurrencer le capitalisme moderne.

Pour Géraldine SCHWARZ, le populisme ne peut être vu comme un « correctif démocratique ». Les populismes promettent davantage de démocratie aux citoyens mais il s'agit d'un engagement sans lendemain : l'expérience de la Hongrie, de la Pologne et même des Etats-Unis montre qu'une fois au pouvoir, les populistes s'attaquent en premier aux institutions démocratiques et aux libertés individuelles. Les populistes revendiquent le monopole de la représentation du « vrai » peuple, tout en refusant le pluralisme qu'implique la démocratie.

Si Monique CANTO-SPERBER convient que le dogmatisme libéral est aussi redoutable que celui des extrêmes, qui repose sur la caricature et sur l'amalgame. Elle rejoint également David Goodhart pour considérer que c'est le défaut d'attention aux conditions d'existence des personnes, qui ne se laissent pas ranger dans des catégories très générales. Il ne faut pas pour autant « substantialiser » les électeurs en distinguant les enracinés, peu qualifiés et ceux, plus diplômés, qui seraient ouverts sur le monde. En France, le vote populiste est d'ailleurs moins le fait de ceux ayant une implantation locale que de personnes qui ont été « transplantées ». En tout état de cause, la société est plurielle et cette reconnaissance, c'est-à-dire le renoncement à la chimère de l'homogénéisation, aurait sans doute pour effet de tenir le populisme à distance.